

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS 70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 31/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EDF - Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance**

253, boulevard de Leeds  
59049  
59000 Lille

Références : PaD/630-2025  
Code AIOT : 0006208472

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement EDF - Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance implanté Allée Blaise Pascal ZI de la Praye 55500 Velaines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a porté sur le risque incendie, les moyens de prévention et de protection, en particulier le plan de défense incendie applicable aux entrepôts.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF - Direction de l'Unité de Logistique et Maintenance
- Allée Blaise Pascal ZI de la Praye 55500 Velaines

- Code AIOT : 0006208472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDF DPNT exploite un entrepôt de stockage de 1 094 322 m<sup>3</sup>, autorisé par l'arrêté préfectoral 2016-1522 du 8 juillet 2016, de pièces froides pour la maintenance des centrales nucléaires. L'arrêté préfectoral a été modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral 2022-2283 du 26 octobre 2022.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4	Demande d'action corrective	2 mois
2	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 23	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.3	Sans objet
4	Dispositions ministérielles	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 3	Sans objet
5	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence que le site a mis en œuvre des moyens incendie adaptés au risque et dispose d'un plan de défense incendie. Toutefois, concernant ce plan, des améliorations et corrections sont à apporter.

Par ailleurs, les agents du poste de garde, en charge de l'accueil des secours doivent disposer de toutes les informations indispensables pour une intervention des secours, en particulier l'état des stocks.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II -Point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks et maîtrise des stockages
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

<p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les entrepôts stockent essentiellement des pièces métalliques dont les emballages sont constitués de carton, bois et plastique. Le site stocke également des caoutchoucs et composants électroniques.</p> <p>Un état des stocks précise qu'au jour de la visite, 4 948 tonnes de matières combustibles étaient présentes. Le document précise les quantités par cellule. Il ne comprend pas les bennes de déchets produits sur le site, composés de bois, cartons et papiers.</p> <p>Toutefois, ce document n'est pas mis à jour de manière hebdomadaire. De plus les fournisseurs ne prennent pas en compte les emballages dans le suivi des livraisons. EDF a sollicité ces informations aux fournisseurs et développe un nouvel outil de suivi en continu qui sera effectif au 1<sup>er</sup> trimestre 2026.</p> <p>Au poste de garde, lieu d'accueil des secours, aucun document d'état des stocks n'est disponible. Un inventaire annuel des stocks est effectué par EDF.</p> <p>Aucun produit dangereux n'est accepté pour stockage sur le site.</p> <p>Les quelques produits dangereux (essentiellement pour la maintenance) sont répertoriés et les FDS sont disponibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'ajouter les bennes déchets dans l'état des stocks des matières combustibles,</li> <li>• d'assurer un suivi hebdomadaire des stocks,</li> <li>• de mettre à disposition au poste de garde, en charge de l'accueil des secours, l'état des stocks à jour.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Vérification de l'existence et de la complétude du plan de défense incendie [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie, qu'il dénomme également Plan d'Opération Interne puisqu'un POI lui est imposé par l'arrêté préfectoral de 2010.</p> <p>L'inspection a précisé à l'exploitant que les entrepôts ne sont plus soumis à l'obligation de POI, et qu'il peut limiter son plan au terme PLAN DE DEFENSE INCENDIE en appliquant les dispositions de l'arrêté ministériel entrepôt.</p> <p>En cas d'alerte, l'ensemble des alarmes sont retransmises au poste de garde. Les agents (entreprise sous-traitante) sont formés au risque et à l'utilisation des moyens.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que le Plan de Défense Incendie a été transmis au SDIS.</p> <p>Le document est daté du 26 février 2025 démontrant sa régulière mise à jour.</p> <p>Il comprend des dispositions concernant les premiers prélèvements environnementaux, en s'appuyant sur un bureau d'étude compétent, répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel. Ce bureau d'étude est implanté à Nancy et assure une disponibilité 24/24.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de transmettre son plan de défense incendie au SDIS.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 3 : Intégration dans le paysage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des abords</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation, ...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite du site et son environnement n'appelle pas d'observation, celui-ci étant parfaitement entretenu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Dispositions ministérielles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité</p>

**Prescription contrôlée :**

L'entrepôt initial d'un volume de 514 102 m<sup>3</sup> est autorisé par l'arrêté préfectoral 2010-0487 du 11 mars 2010.

Il est complété par les installations suivantes :

Le bâtiment PDR autorisé par le présent arrêté et dont le dossier de demande a été déposé le 11 janvier 2022.

Les bâtiments ACCOLE et ENTREE autorisés par l'arrêté préfectoral 2016-1522 du 8 juillet 2016.

Le bâtiment ESD autorisé par l'arrêté préfectoral 2011-1317 du 6 juillet 2011.

L'ensemble des entrepôts listés ci-dessus respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sous le régime de l'autorisation ainsi que les éléments décrits dans les dossiers déposés en vue de l'autorisation.

Comme défini par cet arrêté ministériel, les prescriptions des différents entrepôts sont applicables au regard de leur date de dépôt de demande d'exploitation.

Pour chaque bâtiment, l'exploitant respecte ces prescriptions adaptées sauf dispositions plus contraignantes fixées dans le présent arrêté et les arrêtés préfectoraux antérieurs pris pour réglementer ces installations.

Au plus tard six mois après la mise en service du bâtiment PDR, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité de ce nouvel entrepôt aux dispositions des arrêtés préfectoraux s'appliquant à ce bâtiment et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

**Constats :**

L'inspection a visité le nouvel entrepôt, autorisé par arrêté préfectoral du 26 octobre 2022.

Une attestation de conformité à l'arrêté préfectoral de 2022 et à l'arrêté ministériel de 2017 relatif aux entrepôts a été transmise à Monsieur le Préfet le 4 juin 2025. Le courrier atteste de la conformité des installations sans réserve.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens incendie

**Prescription contrôlée :**

Les moyens de défense incendie pour le bâtiment, prescrits par la présent arrêté, complètent les moyens prescrits par les arrêtés antérieurs.

Ils sont composés au minimum de :

- 3 poteaux incendie sur le réseau existant répartis autour du projet ;
- Une colonne humide capable de délivrer 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures ;
- un réseau de sprinklers ayant un débit de 671 m<sup>3</sup>/H ;

<b>Constats :</b>  Le bâtiment dont l'autorisation a été délivrée par l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2022 dispose des moyens prescrits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite